

L'Union Européenne : comment la relancer ?



Au lendemain des élections européennes de 2019, l'Europe s'interroge sur les résultats troublants d'un vote plus que jamais décisif pour une Union Européenne en crise: Des scores attendus, mais aussi des surprises de taille.

En plaçant le Rassemblement national en tête du scrutin des européennes ce dimanche 26 mai 2019, devant la liste de la majorité, les électeurs français ont confirmé une tendance annoncée depuis plusieurs semaines dans les sondages.

En revanche, avec une participation en nette hausse par rapport aux européennes de 2009 et de 2014 (l'une des surprises du scrutin est la hausse de la participation, qui atteint 50.4%. Plus de six points au-dessus du scrutin de 2014, et dix points au-dessus de celui de 2009), et en choisissant de placer les écologistes d'EELV en tête des listes de gauche, ils ont aussi déjoué de nombreux pronostics.

Les projections de sièges des trois formations eurosceptiques de l'hémicycle – l'Europe des nations et des libertés (ENL, de Marine Le Pen et Matteo Salvini), les Conservateurs et réformistes européens (ECR, dominés notamment par des élus polonais et britanniques) et Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD, de Nigel Farage et du Mouvement 5 étoiles) – pour le futur hémicycle totalisent ainsi 172 sièges. Le PPE et le PSE, avec 179 sièges annoncés pour les conservateurs et 150 pour les sociaux-démocrates, perdent leur majorité absolue, pour la première fois depuis 1979.

Parmi les enseignements à tirer du scrutin : **la hausse de la participation, la fin de la majorité absolue pour la droite conservatrice (PPE) et les sociaux-démocrates (S&D), la percée des libéraux et des Verts, et enfin la poussée limitée des eurosceptiques.**

Pour tenter de mieux comprendre une Union Européenne plus que jamais remise en question par de nombreux problèmes, nous nous pencherons donc sur la question : **Comment relancer l'Union Européenne ?**

Nombreux sont ceux qui mettent en lumière la nécessité pour l'Europe d'affirmer sa place sur la scène internationale comme un peuple européen uni, fort, modèle de démocratie et de réussite économique pour le monde entier. Parmi eux, quatre points de vue publiés par le journal *Le Monde* le 5 mai, trois semaines avant les élections :

Ivan Krastev, politologue bulgare renommé, spécialiste des questions européennes (président du think tank « Centre pour les stratégies libérales » à Sofia) et membre de l'Institut pour les sciences humaines de Vienne), analyse les différents enjeux et dangers, présents ou futurs, de l'Union Européenne en tentant d'en comprendre les causes et les conséquences.

Jezabel Couppey-Soubeyran, en tant qu'économiste et maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, s'intéresse à la stabilité monétaire de l'euro. Elle réfléchit à une meilleure politique économique européenne, une question, selon elle, trop souvent délaissée.

L'écrivain espagnol **Antonio Muñoz Molina** rappelle la véritable essence ou beauté de l'Union Européenne en décrivant le changement qu'elle a su donner à sa vie. « *Il n'est d'espoir aussi solide que l'Europe. C'est pourquoi il est si urgent de se dresser pour la défendre* » déclare-t-il avec passion. Constituant le seul rempart contre une bipolarisation du monde, l'UE, selon lui, se doit de protéger ses valeurs contre la montée du populisme pour trouver ou retrouver son image de « *liberté et de justice* ».

Pour achever cette réflexion sur l'Union Européenne d'aujourd'hui et de demain, la politiste belge **Florence Delmotte** analyse le désamour des citoyens pour les affaires européennes. Elle essaye de comprendre et d'expliquer le sentiment de citoyenneté Européenne : est-il le même que celui attendu ? Pourquoi n'est-il pas aussi fort que celui de la citoyenneté nationale ? Les Européens croient-ils toujours à l'Europe ? Il n'est de réflexion plus importante que celle-ci lors du temps des élections européennes.

Quand il est question de savoir si l'Europe bascule vers une désintégration, **Ivan Krastev** reste nuancé. Pour lui le risque n'est pas à exclure car là où certains, comme l'Allemagne ou la France, voient l'intégration, d'autres, comme les pays de l'Est de l'Europe, voient la désintégration. Le Brexit a également sa part de responsabilité dans un potentiel démantèlement européen. Cependant, « *Aucune force politique majeure en dehors du Royaume-Uni, pas même les eurosceptiques, n'appelle aujourd'hui à la destruction de l'Union européenne* », et cette observation le pousse à nuancer sa réponse : la désintégration de l'Europe n'est qu'un risque. Mais l'Europe peut-elle s'effondrer comme une URSS trop fragile ? Si cela devait advenir, ce serait de la même façon que ce qu'ont vécu les Soviétiques : une fragilité là où tout a commencé et non dans la périphérie de l'Europe. Contrairement au Royaume-Uni, la France et l'Allemagne peuvent décider du sort de l'UE « *si, un jour, elles décidaient que l'Union, telle qu'elle est, n'est plus dans leur intérêt* ». Mais selon le politologue bulgare, ce phénomène reste très improbable, car le « Brexit » a calmé les ardeurs des anti-européens (Marine Le Pen a abandonné l'idée du « Frexit » et même celle de quitter la zone euro).

Ivan Krastev n'écarte quand même pas la possibilité d'une sérieuse remise en cause de l'UE: « *il y a un fort mouvement de rejet des élites et des institutions, notamment européennes, accusées de ne servir à rien.* ». Cette thèse est partagée par **Florence Delmotte**, « *dans le cas des dialogues de la Commission, qui organisent la rencontre entre politiques, hauts fonctionnaires, et citoyens –, ceux qui sont sur l'estrade ne semblent pas entendre ce que leur dit le public, les peurs, les doutes et les espoirs exprimés. Il n'est dès lors pas étonnant que l'attention du public se dissipe, et se détourne de ce qui passe sur scène, sans lui ou malgré lui.* ». La technocratie européenne agace, et ne semble pas écouter les attentes du peuple, c'est ce qui pourrait potentiellement provoquer sa fin.

Pour Krastev, la question migratoire extra-muros de l'Europe n'est pas la plus importante car la plupart des partis importants sont d'accord pour renforcer le contrôle des frontières. La première victime du problème migratoire serait l'Europe de l'Est, délaissée par sa jeunesse prometteuse, avenir dans la reconstruction de ces Etats (plus faibles économiquement que l'Europe de l'Ouest): « *Quand on interroge les gens pour savoir s'ils sont plus préoccupés par l'arrivée des migrants ou par le départ de leurs propres nationaux vers l'ouest, une écrasante majorité – sauf en République tchèque – s'inquiète d'abord de cette hémorragie des jeunes et des diplômés vers les pays riches de l'ouest et du nord de l'Europe. Cette crainte existe aussi en Espagne et en Italie.* ».

Le sujet n'est pas assez abordé dans les débats européens alors qu'il mériterait une considération bien plus grande: « *En dix ans, la Roumanie a perdu 20 % de sa population ; en Bulgarie, c'est du même ordre.* ».

Le politologue bulgare observe également une certaine nostalgie d'un « ancien monde »: « *67 % des Européens estiment que c'était mieux avant...* ». Pourtant les dates ne sont pas les mêmes pour tout le monde, elles diffèrent selon les pays et les générations. Cela serait lié au sentiment d'appartenance à l'Union Européenne trop faible, « *la patrie: c'est l'endroit que vous comprenez et où vous sentez que vous êtes compris. C'est là une partie du problème de l'Europe: personne n'a le sentiment de vraiment la comprendre, et beaucoup s'y sentent incompris.* ». **Florence Delmotte** observe elle aussi ce problème: « *le taux d'abstention n'a cessé d'augmenter aux élections européennes, passant de 38 % en 1979, à plus de 57 % en 2014.* ». Cependant nous pouvons voir aujourd'hui que le chiffre d'abstention aux élections européennes de 2019 a simplement stagné mais sans augmenter; un bilan plutôt positif au vu des craintes qui s'annonçaient.

Enfin, **Ivan Krastev** insiste sur la non-représentativité de la couleur politique du pays aux européennes. Selon lui elle est surtout nationale et c'est là que tout doit se jouer, même si les élections européennes auront un effet important sur la politique nationale du moment. Il rappelle néanmoins que « *L'extrême-droite n'est plus seulement une force protestataire, elle est au gouvernement dans plusieurs pays de l'Union.* ». Or c'est bien un danger que l'extrême-droite pour l'Europe, « *dans un pays où l'extrême-droite devient la force hégémonique de la droite, la démocratie peut difficilement survivre.* ». C'est ce que pense également **Antonio Muñoz Molina**, L'Europe, libre et juste, doit se réveiller face aux « *défenseurs des frontières, les démagogues du patriotisme borné et de la xénophobie qui sont efficaces parce qu'ils savent user du langage de la passion.* ».

« N’attendons pas que la maison Europe brûle »

C’est au tour de **Jezebel Couppey-Soubeyran** de s’exprimer sur l’UE, car pour elle, quand il s’agit de réformer l’Union, l’angle de la politique économique de la zone euro est souvent évité : Selon l’économiste française, « *c’est la politique économique de la zone euro qu’il faut rebâtir en y introduisant la stabilité financière comme objectif à part entière* ». Une redistribution adaptée est primordiale pour faire face à une montée des inégalités croissante. Il est très important de considérer tous les pays de l’UE sans exception car « *il y a des riches et des pauvres en Grèce comme en Allemagne* ». C’est également une mesure importante car l’Europe est bien plus pertinente à son niveau qu’au niveau national pour répondre notamment aux défis comme la lutte contre le terrorisme, la transition écologique ou encore l’accueil des migrants. Elle croit à l’Europe comme un projet collectif qui serait en passe de résoudre plus efficacement ses problèmes qu’à un maigre niveau national sans aucune portée. L’Union (Européenne) fait la force.

Ce beau projet passe évidemment pour elle par l’objectif d’« *européaniser nos Etats providence nationaux, élargir l’espace des solidarités en mettant en place une institution protectrice commune, telle qu’une assurance-chômage européenne* » car en effet « *si l’Allemagne ne veut pas redistribuer chez elle, comment l’acceptera-t-elle à l’échelon européen ?*».

Les avis ne sont pas encore unanimes à ce sujet mais sa proposition est soutenue en France par le président de l’Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Xavier Ragot, dans *Civiliser le capitalisme*.

C’est malheureusement un des principaux sujets de débat aujourd’hui en France : unifier l’Europe, oui, mais de quelle manière ?

L’union bancaire reste à finaliser, la surveillance des assurances et des marchés financiers doit être réorganisée à l’échelle européenne et il faut éviter les erreurs de la crise économique de 2007-2008, à savoir l’accumulation de dettes privées et la titrisation (Transformation des créances détenues par une banque en titres négociables) pour une réelle stabilité monétaire européenne. En effet il est important d’introduire la stabilité financière comme un objectif à part entière.

Quant à la politique monétaire, elle est conçue pour la moyenne de la zone. Même en augmentant son taux d’intérêt quand les prix du crédit ou de l’immobilier s’emballent et en l’abaissant quand ils se replient, la Banque Centrale Européenne se heurterait au fait qu’il n’y a pas de cycle unique, mais bien plusieurs cycles financiers en zone euro : « *le cycle du crédit et de l’immobilier en Allemagne n’a rien à voir avec celui de l’Espagne, lui-même fort différent du cycle français* ». La politique monétaire est conçue pour la moyenne de la Zone et mériterait un ajustement. L’économiste aimerait tempérer le cycle financier de l’UE pour mieux le contrôler : « *renforcer les règles de prudence, tant vis-à-vis des prêteurs que des emprunteurs, quand le crédit s’emballe, et à les relâcher lorsqu’il donne des signes de faiblesse* » semble être la mesure la plus efficace.

L’Europe peut réveiller son économie et elle le doit ! Elle a les institutions et les instruments pour il lui manque uniquement la volonté politique avec sans doute un peu d’audace.

L’écrivain espagnol **Antonio Muñoz Molina** rappelle avec émotion dans sa tribune les souvenirs d’une Europe naissante et tant rêvée, son impact sur sa vie et le contraste entre une vie non-européenne et une vie libre où les frontières ne tuent pas mais réconcilient : « *Les frontières*

de l'Europe tenaient les jeunes Espagnols de ma génération à l'écart de la liberté qui bouillonnait au cœur du continent ». Pour lui, il est important de se souvenir pourquoi les frontières ont été supprimées au lendemain de la « grande apocalypse de 1945 ». La démagogie de Donald Trump, Jair Bolsonaro ou Benjamin Nethanyahou lui inspirent le dégoût. L'Union Européenne s'est autorisée, au fil des années, à oublier ce pourquoi elle avait été créée, sans regarder le monde extérieur, et en vivant repliée sur elle-même dans la complaisance et la naïveté. C'est en partie pour cela qu'elle « n'inspire plus d'enthousiasme, ni même d'attachement, à pratiquement aucun de ses citoyens. ».

Même si « beaucoup de nos jeunes, de nos travailleurs et de nos chômeurs se plaignent à juste titre des injustices qui ont cours en Europe, des inégalités croissantes, de la disparition d'un horizon d'espoir », beaucoup ont également oublié que c'est la seule région du monde où les droits règnent et les libertés priment sur tout. La protection sociale y est immense et n'existe ainsi nulle part ailleurs ! L'UE est le symbole d'une économie riche et d'un modèle démocratique. L'écrivain espagnol évoque son passage aux Etats-Unis d'Amérique : « Je me rappelle fort bien, lorsque je vivais aux Etats-Unis durant les années de crise en Espagne, la joie avec laquelle de nombreux économistes américains prédisaient l'effondrement immédiat de l'euro ».

Puisque l'UE est souvent comparée aux autres puissances mondiales, **Antonio Muñoz Molina** rappelle les défauts de ces dernières, que l'Europe n'a pas : « *les Etats-Unis, la Chine, la Russie s'évertuent à réduire les libertés personnelles au nom de la sécurité, à casser le droit du travail, à piller les ressources naturelles, à exercer des hégémonies internationales despotiques sans aucun respect pour les droits de l'homme ou la protection de l'environnement.* ». L'Union Européenne est aujourd'hui la seule à défendre avec autant d'ardeur, sur la scène internationale, les principes universels d'égalité et de liberté. Elle est notre unique espoir et c'est pourquoi nous nous devons de la défendre, Européens qui doivent demeurer réalistes et empêcher les discours faciles populistes pleins de passion de nous envenimer. La passion peut être dans la modération du moment qu'elle est associée à la volonté : « *Je suis européen parce que m'importent la liberté tout autant que la justice, parce que j'aime partager plusieurs identités, parce que je défends passionnément la raison et crois à la compatibilité de l'intransigeance et de la modération : l'intransigeance qui ne tolère ni censure, ni abus, ni injustice ; la modération qui sait que les choses sont difficiles à résoudre et requièrent patience et longueur de temps, et qu'il n'y a pas de paradis terrestres, et qu'ils ne sont même pas souhaitables. Nous qui, dans notre jeunesse, avons vécu l'idée de l'Europe comme un rêve à la fois chimérique et concret, avons le devoir de retrouver notre ancien enthousiasme pour le propager dans le temps présent, pour en faire un vaste mouvement politique d'émancipation, d'égalité, d'internationalisme.* ».

« Le sentiment d'appartenance à l'Union ne se décrète pas »

Pour clore cette réflexion sur l'Europe, **Florence Delmotte** s'efforce de comprendre un des plus importants sujets de réflexion sur l'Union Européenne : le sentiment d'appartenance à la Communauté européenne. Nombreux sont ceux qui ne parviennent pas à identifier les symptômes de cette maladie, un désamour pour l'Europe ou une indifférence totale ; le nationalisme prime-t-il encore sur l'eupéanisme ?

Tout dépend des critères que l'on sélectionne : « *Pour certains auteurs, le sentiment d'appartenance renvoie au fait de dire « nous », par rapport à un « eux » qui, en quelque sorte,*

révèle la communauté à elle-même. Même si cela est très difficile à mesurer, on peut douter de l'existence aujourd'hui d'un tel sentiment d'appartenance et d'une telle communauté au niveau européen. ». C'est un constat vérifié par l'euro-baromètre en novembre 2018 : « *dans l'ensemble des Etats membres, une majorité des sondés « se sentent » citoyens de l'Union. La moitié des personnes interrogées estiment que leur voix compte dans l'Union européenne. ».*

Mais jusqu'aux élections européennes de 2019, les chiffres d'abstention au vote n'ont cessé d'augmenter ! 2019 est-elle une année décisive pour l'Europe ?

Pour la politologue belge, si il est assurément notable que le sentiment d'appartenance national est pour l'instant bien plus puissant que le sentiment européen, c'est notamment dû aux célèbres Etats-nations qui constituent l'Europe, à la fois modèles (ils sont les premiers à avoir cru à l'Europe et à une mixité des peuples et des langues) et repoussoirs (c'est sans doute là que l'identité nationale est la plus forte) car attachés à leurs racines culturelles, beaucoup ne sont pas encore prêts à s'en séparer : « *Il est sans doute plus essentiel que les citoyens prennent conscience que l'Union européenne leur appartient pour qu'ils se l'approprient. ».* Comme **Léon Krastev**, Madame Delmotte est intimement persuadée que les problèmes majeurs (migrations, transition écologique, terrorisme ou chômage) doivent et ne pourront uniquement se régler qu'au niveau européen.

En revanche comme « *Dans ce contexte, l'Europe nourrit des attentes parfois démesurées et elle déçoit. Les citoyens n'ont pas le sentiment de pouvoir prendre part aux décisions relatives aux problèmes qui les concernent, ni même de peser sur la définition de ces problèmes. ».* La citoyenneté européenne reste abstraite et il faut bien avouer que la lenteur de la Commission Européenne à apporter des réponses n'arrange pas les choses : dans le monde actuel on préfère les réponses rapides. Voter au niveau national rassure déjà plus si ce n'est voter nationaliste où l'on préfère encore des réponses claires et rapides. Hélas la nuance de la modération politique séduit moins efficacement qu'avant.

En effet le problème n'est pas là où on le pense, à savoir que l'Union Européenne ne fait pas rêver, mais il est dans la manière trop « technocratique » de traiter les maux de l'Europe : « *Ce qui importe, c'est la manière dont les décisions sont prises et les effets des politiques mises en œuvre. ».* Beaucoup, si ce n'est la majorité des citoyens européens, ne se reconnaissent pas dans un dialogue à la Commission Européenne, parfois même sans en comprendre l'utilité.

L'Union Européenne mérite considération et il est nécessaire de donner raison à ce projet. Les avis d'**Antonio Muñoz Molina**, **Jezebel Couppey-Soubeyran**, **Ivan Krastev**, et **Florence Delmotte** sont unanimes pour certifier qu'il faut croire en cette Union, notre seul recours et espoir face à de nombreuses menaces. Si le populisme a progressé, désormais il stagne ; l'Union Européenne affiche de bien meilleurs résultats en émissions de carbone que ses concurrents américain ou chinois ; et pour la première fois depuis 1979, l'abstention au vote européen a arrêté sa course folle pour se tourner vers un avenir commun possible. L'Europe libre possède encore quelques raisons d'y croire.

Thomas JANNIN (1ES3), 31 mai 2019